

Numéro 38 - 23 septembre 2017

**Des questions importantes de guerre et de paix**

## **Le président américain promet «le fer et le feu» à l'ONU pendant que Trudeau se pose en grand espoir blanc du monde**



**Des questions importantes de guerre et de paix**

- Le président américain promet «le fer et le feu» à l'ONU pendant que Trudeau se pose en grand espoir blanc du monde
- Réponses bien méritées aux menaces du président américain

**Pour un gouvernement antiguerre!**

- Expansion de la mission du Canada en Irak
- Ingérence sous prétexte de «donner une voix aux femmes»

**Sortons le Canada de l'ALÉNA!**

- Bâtissons la politique indépendante de la classe ouvrière!
- Oui à la base manufacturière! Non à la destruction nationale!
- Le règlement des différends
- Le conflit sur le pouvoir de résilier

## À titre d'information

- **Le règlement des différends dans l'ALÉNA**

## Droits des travailleurs

- **Actions contre le projet de loi antipensions C-27**

## Soutenons le processus de paix en Colombie!

- **Un nouveau parti politique est formé pour défendre la paix**
- **Message de salutations - Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)**
- **10 000 personnes assistent à un concert pour la paix et la réconciliation**

## Secours suite au passage d'Irma à Cuba

- **L'ouragan n'a pas brisé l'esprit de résistance des Cubains - Bruno Rodríguez Parrilla, ministre cubain des Relations extérieures**

---

## Des questions importantes de guerre et de paix

# Le président américain promet «le fer et le feu» à l'ONU pendant que Trudeau se pose en grand espoir blanc du monde

Le débat général de la 72e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York a débuté cette semaine, le 19 septembre, et se poursuit jusqu'au 25 septembre. Les chefs d'État et de gouvernement ou leurs représentants s'adressent aux Nations unies pour énoncer les priorités qu'ils se fixent pour eux-mêmes, pour le monde et pour l'ONU.

À la toute première journée, le monde a eu droit à une manifestation de la crise profonde dans laquelle s'enlisent les États-Unis avec la prestation du président Donald Trump. Son discours hargneux dans lequel il promet d'utiliser le fer et le feu contre tous les non-croyants en la démocratie américaine montre à quel point les États-Unis désespèrent de ne pouvoir ordonner au monde de régler leur crise économique et multilatérale. Plus ils proclament qu'ils sont la nation indispensable, plus le reste du monde prend conscience de la nécessité de ne pas être marginalisé.

Bien que les États-Unis et l'échec de leur démocratie soient coupables de l'anarchie et de la violence dans le monde aujourd'hui, Trump a dit que la menace à laquelle le monde fait face est que « les pouvoirs autoritaires cherchent à faire effondrer les valeurs, les systèmes et les alliances qui ont empêché les conflits et ont promu la liberté depuis la Deuxième Guerre mondiale. »

Faisant fi de l'échec des institutions américaines à résoudre les contradictions au sein des cercles dirigeants ou quelque problème que ce soit dans le monde, Trump cite la Constitution des États-Unis comme un document intemporel et universel qui s'étend au monde entier. « Nous célébrons le 230e anniversaire de notre constitution bien-aimée, la plus ancienne constitution encore utilisée dans le monde d'aujourd'hui, a dit Donald Trump. Ce document intemporel a été le fondement de la paix, de la prospérité et de la liberté pour les



Américains et pour d'innombrables millions de personnes dans le monde dont les pays ont trouvé l'inspiration dans son respect de la nature humaine, de la dignité humaine et de la règle de droit. »

« En Amérique, affirme-t-il, le peuple gouverne, le peuple est au pouvoir et le peuple est souverain. J'ai été élu non pas pour prendre le pouvoir, mais pour donner le pouvoir au peuple américain à qui il appartient. »

Donald Trump propose une conception irrationnelle de la souveraineté dans laquelle les États-Unis ont le droit souverain de décider de ce qui est dans leur meilleur intérêt et dans le meilleur intérêt du monde :

« Nous devons remplir nos devoirs souverains envers les personnes que nous représentons fidèlement. Nous devons protéger nos nations, leurs intérêts et leur avenir. Nous devons rejeter les menaces à la souveraineté depuis l'Ukraine jusqu'à la mer du sud de la Chine. Nous devons respecter la loi, respecter les frontières et respecter la culture, et l'engagement pacifique que cela permet. »



Puis il a directement menacé le peuple coréen : « Les États-Unis ont une grande force et une grande patience, mais si nous sommes forcés de nous défendre ou de défendre nos alliés, nous n'aurons d'autre choix que de détruire totalement la Corée du Nord. [...] Les États-Unis sont prêts, disposés et capables, mais j'espère que cela ne sera pas nécessaire. C'est la raison d'être de l'ONU. C'est à cela que les Nations unies servent. Voyons ce que l'ONU va faire. »

Puis il a attaqué l'Iran et menacé d'annuler l'accord négocié en 2015 entre l'Iran, tous les membres du Conseil de sécurité, l'Allemagne et l'Union européenne qui limite le programme d'énergie nucléaire de l'Iran à des fins pacifiques en échange de l'abandon des sanctions. « Nous ne pouvons pas laisser un régime meurtrier continuer ces activités déstabilisantes tout en construisant des missiles dangereux et nous ne pouvons pas respecter un accord s'il contribue à la construction éventuelle d'un programme nucléaire. L'accord de l'Iran est l'une des transactions les pires et les plus unilatérales auxquelles les États-Unis aient jamais participé. Franchement, cet accord est embarrassant pour les États-Unis, et je ne pense pas que vous ayez entendu le dernier mot à ce sujet. Croyez-moi. »

Donald Trump a ensuite menacé de soumettre le monde entier à la guerre de terreur des États-Unis : « Désormais, ce sont nos intérêts de sécurité qui dicteront la longueur et la portée de l'opération militaire, et non pas les repères arbitraires et échéances fixés par des politiciens. J'ai également changé complètement les règles d'engagement dans notre lutte contre les talibans et d'autres groupes terroristes. »

« L'Amérique se tient avec toutes les personnes vivant dans un régime brutal. Notre respect de la souveraineté est également un appel à l'action. Toutes les personnes méritent un gouvernement qui s'occupe de leur sécurité, de leurs intérêts et de leur bien-être, y compris de leur prospérité. »

Pour sa part, le gouvernement du Canada s'est servi de son intervention à l'Assemblée générale de l'ONU pour présenter une image d'un premier ministre Justin Trudeau comme le grand espoir blanc qui promet de réussir là où ceux qui promettent le fer et le feu échouent.

La peur, voire la terreur que cherche à provoquer le président américain avec ses propos sur le fer et le feu ne doit pas détourner l'attention du fait que la version plus douce et plus gentille offerte par le grand espoir blanc sert les mêmes intérêts privés que les deux pays représentent.

Le premier ministre Justin Trudeau est resté silencieux au sujet de la menace de Trump de « détruire totalement » la République populaire démocratique de Corée et s'est joint à lui pour blâmer la RPDC en disant en conférence de presse : « Je partage les préoccupations de tous sur le comportement imprudent du régime nord-coréen et je continue de croire que la meilleure façon de calmer la situation est de travailler avec nos partenaires et alliés dans la région et dans le monde. » Ainsi, pour lui il est préférable de menacer la RPDC avec les alliés et partenaires plutôt que de laisser les États-Unis le faire seuls.



Pour montrer le sens de ses propos, il a aussi ouvert la porte à l'adhésion officielle du Canada au bouclier antimissile des États-Unis, qui fait partie de l'arsenal américain de frappe préventive contre d'autres pays. « Nous continuons d'examiner la situation, a-t-il dit. Notre position n'a pas changé sur le bouclier pour l'instant, mais nous continuons d'examiner les choses et de nous assurer que nous faisons tout ce que nous pouvons et devons faire pour protéger la sécurité des Canadiens. »

Lors d'un gala qui a eu lieu avant le débat général sur un porte-avion désaffecté, durant lequel il a reçu le prix Global Citizen Awards 2017 du Conseil atlantique de l'OTAN, Justin Trudeau a livré un discours que le Conseil décrit comme « un cri de ralliement pour sauver l'ordre mondial ». En fait, il a tenu des propos presque identiques à ceux tenus par Donald Trump le même jour.

« Les alliances qui ont soutenu la sécurité et la prospérité mondiales depuis 1945 sont mises à l'épreuve et l'urgence des défis que nous avons en commun — changements climatiques et sécheresse, inégalité du revenu, extrémisme violent, guerre civile et migrations massives qui en résultent — continuent de grandir », a-t-il ajouté avant de poursuivre :

« Partout dans le monde, l'ordre international établi depuis longtemps est mis à l'épreuve. Avec l'annexion illégale de la Crimée par la Russie et l'empiètement en Ukraine, nous avons été témoins de la première prise de territoire en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale.

« Ce n'est pas le temps de se désister. C'est le temps où les démocraties atlantiques doivent renouveler notre engagement envers des standards universels de droits et libertés, imposés par un ordre multilatéral basé sur des règles qui ont favorisé la paix et la stabilité et qui ont passé l'épreuve du temps. »

Cet ordre multilatéral basé sur des règles et imposé par l'ONU, l'OTAN, NORAD et l'Organisation mondiale du commerce comprend « le pouvoir doux et le pouvoir dur » et c'est pourquoi, dit-il, le Canada augmente de façon significative ses dépenses pour la défense.

Tout en faisant écho aux menaces de Trump contre le peuple coréen, Trudeau lance un appel hypocrite à « combattre les fléaux du racisme, du sexisme, de l'homophobie, de la transphobie, du fanatisme ethnique et religieux, du néofascisme, du néonazisme et de l'extrémisme violent de



Daesh auxquels nous sommes confrontés en 2017 ».



« Nous ne devons pas hésiter. Il serait inadmissible de faire un seul pas en arrière dans la défense des standards de décence de la sororité et de la fraternité de la famille humaine sortie victorieuse des luttes les plus douloureuses du derniersiècle », a dit Trudeau.

L'ONU est devenue une instance désuète qui n'est plus capable de défendre la primauté du droit international adoptée durant l'après-Deuxième Guerre mondiale. La domination du monde par les pouvoirs policiers aux mains d'oligopoles et d'intérêts privés qui ne s'arrêteront devant rien pour s'enrichir signifie qu'il faut un nouvel équilibre du pouvoir capable de mettre les forces destructives en échec. Il est illusoire de

croire que cet équilibre est possible dans le contexte du système impérialiste d'États. Il doit être créé par une humanité unie dans l'action à la défense de ses propres intérêts.

***Le temps d'agir est maintenant !  
Faisons du Canada une zone pour la paix !  
Défendons les droits qui appartiennent à tous du fait d'être humains !  
Une humanité, une lutte !***



---

## **Réponses bien méritées aux menaces du président américain**



En conférence de presse le 19 septembre 2017, Jorge Arreaza, ministre des Relations extérieures de la République bolivarienne du Venezuela, a répondu ceci au discours de Donald Trump : « Le gouvernement des États-Unis est en violation complète de tous les principes de la Charte de l'ONU. » Le Venezuela est un pays de paix et personne n'a le droit de violer la souveraineté du Venezuela, a-t-il poursuivi. « Nous n'acceptons pas les menaces du président Trump, nous sommes un peuple de paix et nous voulons des relations de respect mutuel, pas seulement avec les États-

Unis mais avec tous les pays du monde. »

Jorge Arreaza a également accusé le gouvernement américain et ses alliés en Amérique latine, en Europe et ailleurs de tenter d'étouffer et de noyer le peuple vénézuélien avec des mesures économiques imposées par la Maison-Blanche pour forcer un changement de régime. « Ils veulent que le peuple souffre, ils veulent créer et imposer une crise humanitaire à notre pays. »

Le ministre cubain des Relations extérieures, Bruno Rodriguez, a répondu au discours de Trump en disant : « C'était un discours insolite, agressif, de domination, brutalement impérialiste. » Il s'est dit surpris par la façon dont Trump manipule la question de la souveraineté. Pour les États-Unis, dit-il, « la souveraineté signifie l'asservissement de tous les autres, au mépris total du concept d'égalité souveraine dont s'inspirent les Nations unies. »



Il a dit que l'attaque de Trump contre le Venezuela est « brutale, injustifiée, arbitraire » et s'interroge sur ce que voudrait dire « des actions supplémentaires contre le Venezuela ». « De quoi parle-t-il ? De l'option armée, ou de quelque chose de pire ? »

Le représentant cubain a dit au sujet de la menace de Trump de détruire la Corée que c'était un geste « extraordinairement grave ». « Il menace d'incendier la péninsule coréenne avec une conflagration nécessairement nucléaire qui pourrait mettre en danger toute l'humanité. C'est un conflit qui ne saurait avoir, qui ne peut en aucun cas avoir une solution militaire. »

Rappelant que Trump est le chef d'un empire responsable de la majorité des guerres qui se déroulent présentement sur la planète et qui constituent un facteur d'instabilité et une menace grave à la paix et à la sécurité mondiales, Bruno Rodriguez a dit que le président américain « n'a aucune autorité morale pour critiquer Cuba, un petit pays, une île solidaire qui entretient une vaste coopération internationale, dotée d'un gouvernement dont la propreté et la transparence sont reconnues, un peuple noble et laborieux ».

Dans son allocution à l'Assemblée générale de l'ONU, Bruno Rodriguez a dit que le « patriotisme » invoqué par Trump incarne « une vision exceptionnaliste et suprémaciste d'intolérance ignorante face à divers modèles politiques, économiques, sociaux et culturels ».

Le dirigeant de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), Kim Jong Un, a répondu au discours de Trump dans un communiqué du 21 septembre diffusé par l'Agence de nouvelles centrale de Corée. Il rappelle que les propos de Trump ne font qu'accroître la tension sur la péninsule coréenne et rejette les insultes contre la RPDC ainsi que sa menace de « détruire totalement » un État souverain, et que cela va bien au-delà des menaces habituelles d'imposer un changement de régime ou de renverser l'ordre social. Kim Jong Un dit que les propos de Trump n'ont fait que galvaniser la détermination de la RPDC à poursuivre sur sa voie, c'est-à-dire de renforcer ses capacités de défense nationale jusqu'à ce que les États-Unis démontrent une volonté d'entreprendre des pourparlers de paix directs et véritables.

Parlant de ce qu'il a appelé « la situation dangereuse sur la péninsule coréenne », le président de la République de l'Ouganda, Yoweri Kaguta Museveni, a déclaré: « Qui serait perdant si la Corée du nord et la Corée du sud, qui sont parentes, discutaient entre elles de leur réunification? » Il a dit que la nation coréenne existe depuis 1234 avant notre ère et qu'elle a été divisée temporairement vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il a demandé pourquoi cette division devrait-elle devenir permanente et une source de dangereuses tensions: « Une Corée réunifiée serait une nation très forte. Pourquoi certains acteurs craignent-ils des nations fortes ? Pourquoi les Coréens (du nord et du sud) laisseraient-ils des forces extérieures continuer de les diviser ? »



Le président de la Bolivie, Evo Morales, a condamné les sanctions unilatérales et les menaces d'invasion du gouvernement des États-Unis contre le Venezuela. « Notre région n'est l'arrière-cour de personne », a-t-il averti. Il a appelé les États-Unis à mettre fin à leur blocus de Cuba et à verser à ce pays des réparations économiques, en plus de remettre Guantanamo sous souveraineté cubaine. Il a ajouté qu'il faut éviter toute solution militaire dans la péninsule coréenne et que les pourparlers doivent reprendre. « Nous devons combattre le capitalisme, le colonialisme et l'impérialisme », a-t-il dit, ajoutant qu'une réussite dans ce sens

mènerait à l'égalité, à la justice sociale, à la paix et au développement.

Le président iranien Hassan Rohani a dit des propos de Trump que c'était « une rhétorique ignorante, absurde et haineuse ». Au sujet de la menace de Trump d'annuler l'accord avec l'Iran sur l'énergie nucléaire, il a dit en entrevue au réseau NBC avant le discours de Trump à l'Assemblée générale de l'ONU : « Le retrait des États-Unis de cet accord serait très coûteux car dorénavant plus personne ne ferait confiance à l'Amérique. »

Le président iranien a dit que si les États-Unis se retiraient de l'accord nucléaire, l'Iran songerait à « retourner à ses activités antérieures », c'est-à-dire développer la technologie nucléaire à des fins pacifiques, pour la production énergétique.

« Nous n'irons jamais vers la production d'armes nucléaires. Nous n'avons jamais voulu aller dans cette direction dans le passé et ne l'avons jamais fait, a dit Hassan Rohani. L'intention a toujours été pacifique. »

(AVN, Cubadebate, Granma, UN News, Telesur)



**Pour un gouvernement antiguerre!**

## **Expansion de la mission du Canada en Irak**

Depuis le 11 septembre 2011, le Canada ne cesse d'augmenter sa présence militaire et policière à l'étranger, en particulier en Asie centrale et occidentale sous le commandement des États-Unis et de l'OTAN. Alors qu'il avait ouvertement participé à l'invasion de l'Afghanistan, le gouvernement libéral de Chrétien n'a pas voulu fournir des troupes lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, bien qu'il l'ait fait lors des invasions américaines précédentes de l'Irak. Le gouvernement Trudeau



s'attaque maintenant au défi de donner une apparence de légitimité aux actions militaires continues du Canada et à leur expansion. Le 29 juin 2017, le gouvernement Trudeau annonçait que sa mission en Irak serait prolongée d'un autre deux ans et que la mission serait « modifiée ». Nous sommes loin des prétentions électorales selon lesquelles un gouvernement Trudeau mettrait fin à la mission de combat du Canada en Irak et qui laissaient entendre qu'il s'opposait à l'escalade militaire à l'étranger. Peu après son élection, Trudeau a entrepris une nouvelle mission au Moyen-Orient et a ciblé l'Irak et les pays voisins comme la Jordanie et le Liban.

La Presse canadienne rapporte que le chef d'état-major de la défense du Canada, Jonathan Vance, s'est vu donner une plus grande « flexibilité » dans ses décisions touchant aux types de forces à déployer dans la région, jusqu'à un maximum de 850 militaires. On a annoncé publiquement que 200 forces spéciales étaient présentes en Irak ainsi que des avions-citernes et de renseignement au service des frappes aériennes des États-Unis. La « flexibilité » accordée à Vance c'est celle accordée à l'armée pour répondre aux exigences des États-Unis en termes de déploiement en Irak plutôt que cela soit décidé par le gouvernement canadien. La flexibilité de Vance pourrait aussi se traduire par des pouvoirs accrus lui permettant de décider ce que ces forces feront et sous quel commandement. En mars, il a dit à un comité de la Chambre des communes que les soldats canadiens pouvaient « tirer pour tuer » s'ils percevaient des « intentions hostiles », une façon détournée de faire passer ces tirs pour de la légitime défense. De toute évidence, les soldats canadiens ont déjà reçu l'autorisation de tirer sur qui ils veulent bien le faire pour ensuite prétendre qu'ils avaient détecté des « intentions hostiles ». Il semblerait que le Canada contribuera aussi un avion de transport militaire à la mission et qu'il évalue le coût global de la nouvelle mission de deux ans à près de 378 millions \$. Il n'est pas spécifié qui se servira de cet avion de transport ni ce qu'il transportera, mais celui-ci sera sans doute lui aussi mis à la disposition des États-Unis.



Selon la CBC, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a aussi autorisé l'expansion de la mission de la police canadienne en Irak. La force policière dirigée par la GRC comporte actuellement quatre agents en Irak mais sera augmentée à 20 dans la prochaine année selon les rapports. Elle sera composée d'agents de police provinciaux et municipaux sous le commandement de la GRC. Pour masquer le rôle joué par le Canada en Irak, le gouvernement prétend qu'il mettra l'accent sur le recrutement de policières. Ce qui n'est pas dit au sujet de la mission du Canada c'est que celle-ci sera sans doute sous l'autorité et le contrôle des États-Unis.

« Nous savons que le Canada a fait, fait, et



continuera de faire un travail important dans ses efforts dans le nord de l'Irak », a dit Trudeau. « Le Canada a un rôle important à jouer en tant que membre de la coalition internationale contre le terrorisme. » Ce que Trudeau omet de mentionner est l'opposition de longue date des Canadiens à la participation du Canada à une mission militaire en Irak à la demande des États-Unis, laquelle mission a mené à la destruction du pays dès le départ.

En dépit des changements, le ministre de la Défense Harjit Sajjan a dit que l'armée continuera d'opérer dans le cadre de son mandat précédent de « conseiller et aider ». Ce mandat est en soi une fraude puisque les troupes canadiennes depuis le début sont engagées dans des combats directs, comme l'a démontré l'enthousiasme du premier ministre du Canada suite à la précision du tir d'un tireur d'élite qui avait tué une personne qu'on a dit être un combattant de l'État islamique à une distance de 3,5 km.



---

## Ingérence sous prétexte de «donner une voix aux femmes»

Depuis que les forces dirigées par le gouvernement syrien ont pris le dessus en Syrie, le Canada est incapable de justifier l'entrée de soldats canadiens en Syrie, comme il a tenté de le justifier par le passé. Le Canada a récemment annoncé un financement de 45 millions \$ pour des programmes en Jordanie, au Liban et en Irak, tous des pays limitrophes de la Syrie.

Ce financement aurait comme objectif de « renforcer des organisations locales de femmes et aider des communautés jordaniennes et libanaises à accueillir plus de 1 660 000 réfugiés syriens enregistrés ». Le Canada a souvent dans le passé financé des projets pour recruter des femmes comme façon de s'ingérer dans les affaires de ces pays au nom des droits des femmes. Par exemple, depuis quelque temps le Canada « forme » des femmes pour qu'elles participent aux négociations de paix organisées par l'ONU en tant que membres des forces de l'opposition antigouvernementale de la Syrie.[1] Ceci est d'autant plus important qu'au Canada, le gouvernement Trudeau refuse d'offrir les infrastructures et les installations nécessaires à la jeunesse des Premières Nations et jusqu'à ce jour refuse de veiller à ce que l'Enquête nationale sur les femmes autochtones assassinées et disparues réponde aux exigences des Premières Nations et des familles de ces femmes assassinées ou disparues.



Voici les quatre programmes subventionnés par le Canada :

**Amélioration des services municipaux et de la résilience sociale :** « Améliorer les services municipaux et l'infrastructure dans les municipalités jordaniennes qui accueillent un grand nombre de réfugiés syriens. Fourni dans le cadre d'un partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale et

le ministère jordanien des Affaires municipales, ce financement aidera également à accroître la participation des femmes aux processus de décision communautaires, ainsi qu'à améliorer l'accès à l'emploi et aux services. Il aidera aussi les administrations municipales à mettre en oeuvre des programmes encourageant l'égalité des sexes. »

**Amélioration de la gestion des déchets solides et de la production de revenus dans les communautés hôtes :** « Mise en oeuvre dans le cadre d'un partenariat entre le Programme des Nations unies pour le développement et le ministère jordanien des Affaires municipales, cette initiative aidera à améliorer la capacité et les conditions de travail à Al-Akeidar, le deuxième plus grand site d'enfouissement de la Jordanie. Cette contribution servira également à établir un centre de recyclage communautaire qui sera exploité par des femmes du nord de la Jordanie. »

**Soutien pour le Mécanisme mondial de financement concessionnel :** « Grâce à cette contribution, la Jordanie et le Liban pourront continuer d'avoir accès à du financement à un taux avantageux par l'intermédiaire du Mécanisme mondial de financement concessionnel du Groupe de la Banque mondiale. Ces prêts à faible coût serviront à financer l'infrastructure publique qui répondra aux besoins des réfugiés syriens et des communautés qui les accueillent. »

**Programme sur la voix et le leadership des femmes au Moyen-Orient :** « Cette contribution favorisera l'égalité des sexes et le renforcement socio-économique des femmes en Irak, en Syrie, en Jordanie et au Liban. Le financement permettra de renforcer la capacité d'une variété d'organisations locales de femmes à autonomiser les femmes et les filles et à défendre leurs droits. » [2]

#### **Note**

1. Voir : « La formation de l'opposition syrienne au nom de l'habilitation des femmes », *LML*, 28 mai 2016.

2. « Le Canada soutient des initiatives en Jordanie et au Moyen-Orient », cabinet du premier ministre, 29 août 2017



---

**Sortons le Canada de l'ALÉNA!**

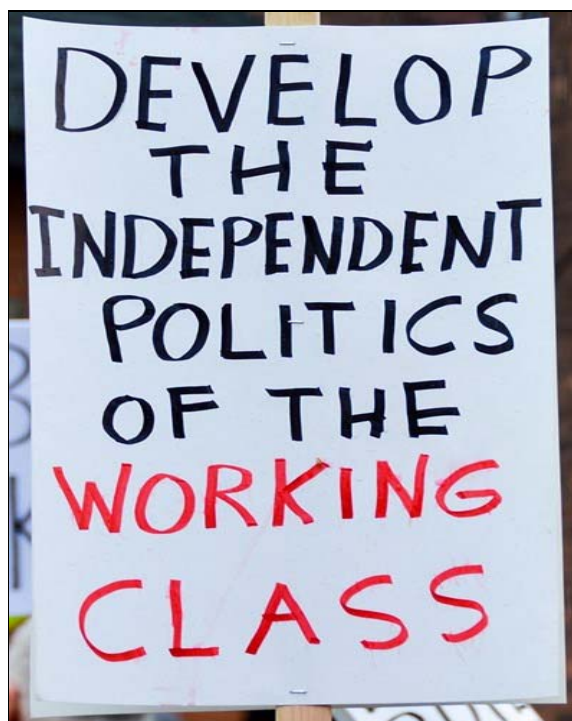
**Bâtissons la politique indépendante  
de la classe ouvrière!  
Oui à la base manufacturière!  
Non à la destruction nationale!**

Le Congrès du travail du Canada (CLC) et Unifor appuient les renégociations de l'ALÉNA. Ils justifient leur position en disant qu'ils cherchent à faire incorporer les droits des travailleurs dans le texte principal du nouvel accord, s'il y en a un. Qui définit ces droits des travailleurs et en quoi ils consistent n'est pas discuté, et n'est pas discuté non plus le fait qu'aujourd'hui l'élite impérialiste dominante viole impunément les droits des travailleurs et que l'ALÉNA est une des armes qu'elle a dans ses mains pour le faire.



Les intérêts de l'élite dominante qui contrôle les monopoles, le commerce mondial, l'ALÉNA et le nouvel accord de l'AÉCG avec l'Union européenne sont diamétralement opposés aux intérêts de la classe ouvrière. La façon dont les travailleurs définissent concrètement leurs droits, dans leur lutte quotidienne contre leurs employeurs et l'État, que ce soit les conditions d'emploi, le « droit à la mobilité », le droit à la santé et sécurité, le droit à la sécurité d'emploi, à la retraite ou au logement, est différente de la façon dont le font ceux qui sont au pouvoir dans les endroits de travail ou dans l'État. Comment pourrait-il en être autrement dans des pays comme le Canada, le Mexique et les États-Unis où le privilège de classe règne en maître ?

Le rôle que le CTC et certains syndicats nationaux se sont donné de faire du lobbying en faveur des droits des travailleurs au sein de l'ALÉNA sert à détourner l'attention du fait que ce qui est en train de se négocier dans ces pourparlers, c'est l'intégration plus poussée du Canada et du Mexique dans la Forteresse Amérique du Nord, en tant que rempart contre les droits des travailleurs et instrument pour aligner les peuples des trois pays derrière la course de l'impérialisme américain à l'hégémonie mondiale. Les corridors de commerce, d'énergie, de communication et de sécurité sont mis en place sous le contrôle des nouveaux États-Unis des monopoles et oligopoles d'Amérique du Nord qui agissent en toute impunité en Amérique du Nord et partout dans le monde, foulant aux pieds les droits des travailleurs et des États-nations.



Les médias contribuent eux aussi à détourner l'attention de l'essence des négociations de l'ALÉNA en exagérant les soi-disant écueils pour arriver à un accord. Les peuples sont ainsi amenés à se sentir anxieux qu'un accord ne soit pas conclu et que le président américain Donald Trump ne mette ses menaces à exécution et résilie l'accord. [1]

Dans un reportage du 14 septembre, la ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, décrit les négociations de la manière suivante : « Le ton a été extrêmement cordial ... C'est un environnement très amical ». Elle aurait même dit que les principaux négociateurs pourraient former un « club littéraire ». C'est une tentative délibérée de banaliser le fait que c'est le



sort de plus de 450 millions de personnes qui est en train d'être négocié par l'élite impérialiste dominante à l'encontre de leurs intérêts et sans qu'elles aient un mot à dire. Pour masquer le fait que les droits des peuples sont bafoués, Freeland ne cesse de dire qu'elle partage des intérêts communs avec les travailleurs, ce qu'est censé confirmer la participation du CTC et d'Unifor aux pourparlers. Suite à la conclusion des négociations au Mexique, Freeland a dit aux journalistes que « nous voulons tous sortir de cette négociation en étant capables de dire aux travailleurs de nos pays : '**Nous** avons conclu une entente qui améliorera **votre** niveau de vie.' » [notre souligné]



Le problème de Freeland c'est que le « nous » auquel elle se réfère sont les champions des attaques contre les droits des travailleurs dans leurs propres pays et à l'étranger. Afin de servir leurs intérêts privés étroits, les monopoles et les gouvernements de Forteresse Amérique du Nord ont lancé des attaques sans précédent contre les droits de la classe ouvrière et les beaux discours au sujet du « nous » ne peuvent cacher cette réalité. Jeudi dernier, des milliers de travailleurs du secteur public de Nouvelle-Écosse ont manifesté à Halifax pour dénoncer le gouvernement libéral de la province qui viole leurs droits. Ils ont déclaré en paroles et en actes qu'ils ne font pas partie du « nous » de Freeland. Les centrales syndicales ne font rien pour que la classe ouvrière canadienne se positionne comme une force politique indépendante qui s'assure que le commerce et tous les aspects de la vie favorisent les travailleurs et non les monopoles et les oligopoles qui tiennent le gouvernail. Un mouvement politique puissant est nécessaire en ce moment pour mettre fin à la situation qui fait de la classe ouvrière une proie facile pour l'imposition par l'État de conditions humiliantes au moyen de Forteresse Amérique du Nord.

***Sortons le Canada de l'ALÉNA !***

***Oui à la base manufacturière ! Non à la destruction nationale !***

***Arrêtez de payer les riches ! Augmentez le financement des programmes sociaux !***

***Non à l'intégration du Canada, des États-Unis et du Mexique dans  
la Sécurité intérieure des États-Unis et la Forteresse Amérique du Nord !***

## **Note**

1. Les médias présentent les points suivants comme des « écueils » à un accord ou ce que le ministre mexicain de l'Économie a appelé « l'éléphant dans la pièce » :

- « L'insistance des États-Unis sur l'augmentation des règles d'origine, en particulier dans le secteur de l'automobile ; »

- « Le Canada et les États-Unis demandent que le Mexique hausse les salaires et mette en oeuvre une application plus stricte des lois du travail ». Le *Globe and Mail* rapporte que le Canada et les

États-Unis « veulent qu'un pacte renégocié de l'ALÉNA inclue des pénalités si le Mexique tente de garder les salaires des travailleurs bas en ne respectant pas les normes du travail établies par les trois pays ».

- « Le déficit commercial des États-Unis avec le Mexique ».

- « Le refus continu du Canada et du Mexique de l'idée américaine d'éliminer les mécanismes de règlement des différends. » Il s'agit d'une référence à la demande des États-Unis d'éliminer le chapitre 19, une des mesures de règlement des différends qui traitent des litiges entre les gouvernements plutôt qu'entre les investisseurs et les États comme c'est le cas du chapitre 11.

Outre les questions ci-dessus, le ministre mexicain de l'Économie, Ildefonso Guajardo, a indiqué que jusqu'à 13 autres chapitres de l'accord seraient également « difficiles à négocier ».

Guajardo a dit que les domaines spécifiques sur lesquels ils se concentrent durant cette ronde recoupent les questions relatives aux « petites entreprises, à la transparence et à la sécurité alimentaire ».



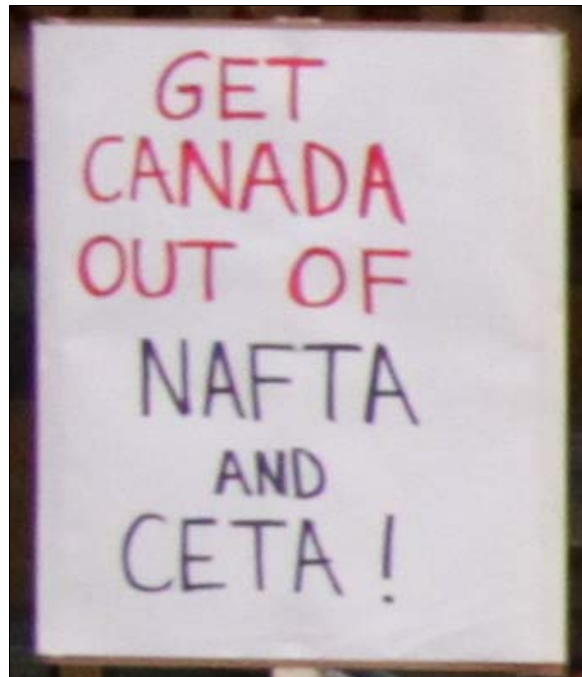
---

## Le règlement des différends

Selon des reportages, le gouvernement canadien veut utiliser la version contenue dans l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AÉCG) du chapitre sur le règlement des différends investisseur-État, dans un nouvel accord de l'ALÉNA. Le Canada prétend que les mesures de l'AÉCG sont plus équitables alors que le chapitre 11 actuel de l'ALÉNA favorise les États-Unis.

Le 14 septembre, le *Globe and Mail* a écrit : « L'objectif de la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, et de son équipe de négociation, est de remanier le chapitre 11 pour qu'il ressemble plus étroitement au mécanisme de règlement des différends investisseur-État qui fait partie de l'accord commercial de 2016 entre le Canada et l'Union européenne [AÉCG], en ce qui a trait notamment à la constitution de listes de juges qui peuvent entendre ces cas en opposition aux nominations ad hoc d'arbitres indépendants. Ottawa revendique un système où le Canada, les États-Unis et le Mexique établiraient des listes de juges qui seraient disponibles pour entendre les réclamations d'investisseurs en vertu du chapitre 11. »

Le Centre canadien de politiques alternatives estime que le gouvernement canadien a dû payer plus de 220 millions \$ en réclamations pour dommages aux investisseurs américains et mexicains en vertu du chapitre 11. Le Mexique a versé plus de 200 millions \$ US, mais a fait face à moins de réclamations. Les États-Unis, par comparaison, n'ont versé aucun montant d'argent pour régler des réclamations.



Toutefois, la Belgique conteste présentement le mécanisme de règlement des différends investisseur-État de l'AÉCG devant la Cour de justice de l'Union européenne. La Belgique soulève que le mécanisme de l'AÉCG viole la liberté des États membres de l'UE de légiférer, en particulier dans les domaines de la santé publique et de l'environnement, des domaines qui sont également une grande préoccupation de la classe ouvrière et du peuple du Canada.

*EURACTIV France* rapporte que le 6 septembre, la Belgique a référé le « mécanisme de règlement des différends entre les investisseurs et les États de l'AÉCG » à la Cour de justice de l'UE (CJUE) en lui demandant d'évaluer la validité de la procédure d'arbitrage de l'AÉCG selon le droit européen :

« Le mécanisme envisagé par l'AÉCG, qui était censé favoriser le règlement des différends entre un État et un investisseur étranger, a dû être réexaminé pour la première fois à la requête de la France qui craignait un manque d'équité dans le système.



« Au moment de la signature officielle de l'AÉCG à Bruxelles en octobre 2016, la région francophone belge de Wallonie avait menacé de ne pas signer le traité et dénoncé les effets potentiellement négatifs de l'arbitrage sur la liberté des États de légiférer, en particulier dans les domaines de l'environnement et de la santé publique. Si la signature devait avoir lieu, la légalité de la procédure d'arbitrage envisagée par l'AÉCG devrait être vérifiée par la Cour européenne. »

La ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, s'est vantée d'avoir forcé la Wallonie à se soumettre à la mise en oeuvre provisoire de l'AÉCG, mais cela n'a pas résolu la question. Il est possible que le gouvernement canadien cherche à faire enchâsser ce nouveau système dans l'ALÉNA afin de demander ensuite qu'il soit accepté comme une section de l'AÉCG et d'autres accords commerciaux impérialistes dits « progressistes ».

Quoi qu'il en soit, le différend sur le « règlement des différends » n'a rien à voir avec l'affirmation des droits de la classe ouvrière ou des peuples d'Amérique du Nord ou d'Europe. Les peuples n'ont pas leur mot à dire dans la mise sur pied de ces accords commerciaux et de leurs modalités. Les négociations sont contrôlées par l'élite dominante qui sert les intérêts privés des monopoles et des oligopoles. Ces différents mécanismes de résolution des différends ne peuvent s'attaquer à la contradiction fondamentale, au fait que ces accords internationaux de commerce sont faits pour servir les intérêts privés étroits des entreprises les plus puissantes contre les intérêts des travailleurs de tous les pays.



---

## Le conflit sur le pouvoir de résilier

On a beaucoup parlé des menaces du président américain Donald Trump de mettre fin à l'ALÉNA si un accord qui lui est acceptable n'est pas conclu d'ici décembre. Le secrétaire américain au commerce Wilbur Ross a lui aussi confirmé que les États-Unis cherchent à inclure dans l'ALÉNA une disposition de résiliation automatique ou une « disposition d'expiration » « pour faire en sorte que l'accord puisse être constamment réévalué et amélioré », rapporte Canadian Manufacturing. «



La clause de cinq ans est la vraie solution qui forcerait un réexamen systématique », a déclaré Ross lors d'un forum à Washington. « Elle fournirait un forum pour tenter de trouver des solutions. » Le Canada et le Mexique se sont tous deux opposés à cette idée en disant que cela nuirait aux investissements.



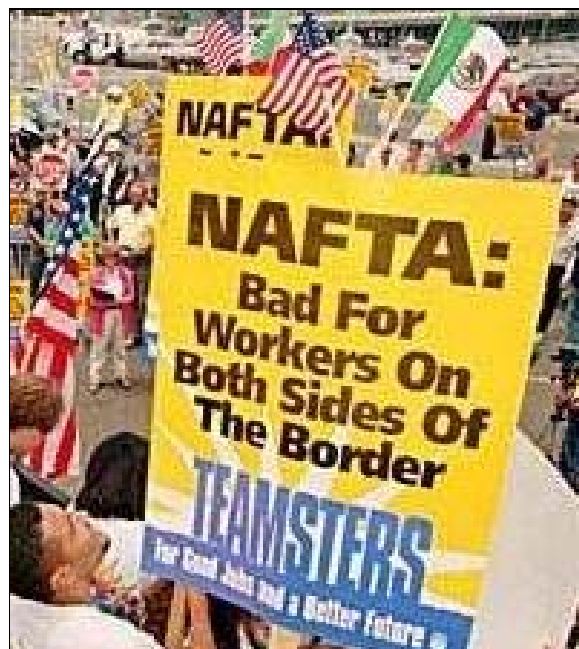
**Manifestation contre la deuxième ronde de négociations de l'ALÉNA à Mexico le 1er septembre 2017**

Suite à la déclaration de Ross, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, David MacNaughton, a dit aux journalistes : « L'une des raisons pour lesquelles vous le faites [un accord commercial] c'est de créer un environnement dans lequel les entreprises peuvent faire des investissements. Pour beaucoup de ces investissements, les gens vont chercher à obtenir un rendement sur une période de 20 ans à 25 ans », a dit MacNaughton. « Si vous devez le faire tous les cinq ans, le prix rattaché au risque politique devient très élevé. Si chaque mariage avait une clause d'expiration de cinq ans, je pense que notre taux de divorce serait drôlement plus élevé qu'il ne l'est. »

Autrement dit, MacNaughton indique clairement que le Canada veut s'assurer qu'il n'y ait aucune chance qu'un gouvernement futur abroge l'ALÉNA. L'ambassadeur du Mexique aux États-Unis Geronimo Gutierrez s'est dit d'accord avec MacNaughton : « Cela aurait probablement des conséquences préjudiciables pour le monde des affaires aux États-Unis, au Mexique et au Canada ... La certitude est le mot clé dans ce domaine. »

Canadian Manufacturing a aussi cité Russ Crawford, de KPMG Canada, qui a expliqué que la demande d'une disposition d'expiration ne vise pas à « réévaluer et à améliorer » l'ALÉNA comme le dit Ross, mais concerne le conflit entre le bureau du président américain et les élus du Congrès américain et tente de limiter la capacité de ce dernier à décider du sort de l'ALÉNA.

Trump a continuellement menacé de « déchirer » l'ALÉNA, mais il n'a pas explicitement le pouvoir de le faire. « La Constitution des États-Unis transmet l'autorité à la fois au président et au Congrès en matière d'affaires étrangères », a dit Crawford. « L'ALÉNA a été promulgué comme loi par la *Loi de mise en oeuvre de l'ALÉNA* (NAFTA Implementation Act - NIA), mais la NIA ne dit rien sur la question de qui a le pouvoir



d'abroger l'entente ; il n'y a pas d'autorisation explicite dans la NIA permettant au président d'invoquer unilatéralement la clause de résiliation sans l'approbation du Congrès ». Crawford a poursuivi : « Et à moins qu'une loi américaine ne détermine elle-même une date d'« expiration », seul le Congrès a le pouvoir d'abroger une loi existante. Si le président Trump décide unilatéralement de se retirer de l'ALÉNA sans l'approbation du Congrès, la question peut se retrouver devant les tribunaux fédéraux. »

En outre, la capacité du président des États-Unis de renégocier l'ALÉNA et de le soumettre au Congrès sans que le Congrès ait la possibilité de modifier l'accord - également appelée « pouvoir accordé en vertu de la procédure accélérée » - accordée en vertu du « Trade Promotion Authority » prend fin le 1er juillet 2018. On se souviendra que les élections américaines de mi-mandat auront lieu le 6 novembre 2018.

Dans tout ceci, les Canadiens sont supposés se ranger derrière l'opposition à une disposition d'expiration parce que cette disposition va soi-disant créer une « incertitude » pour les entreprises. Cette dispute en fait n'a rien à voir avec les conflits sérieux internes qui existent aux États-Unis au sein des forces de l'élite dominante et leurs intérêts privés. Ce conflit était censé avoir été résolu en faveur d'une section ou de l'autre avec les élections à la présidence et au Congrès, mais ce système par lequel est déterminé qui va détenir le pouvoir ne fonctionne plus. La lutte au sein des oligarques dominants et de leurs représentants gouvernementaux et dans toute la machine de l'État est constante et devient toujours de plus en plus intense. Les travailleurs d'Amérique du Nord ne doivent pas participer à ces batailles qui se mènent au sein de l'élite dominante mais bâtir leurs propres mouvements politiques indépendants qui peuvent donner une nouvelle direction prosociale à ces trois pays pour résoudre leurs problèmes et priver l'élite impérialiste dominante du pouvoir de priver le peuple de ses droits.



---

### À titre d'information

## Le règlement des différends dans l'ALÉNA

Les chapitres 11, 19 et 20 touchent respectivement au règlement des disputes entre investisseurs et États, États et États et à la mise en application des provisions de l'ALÉNA de façon générale.

### Chapitre 11

Selon le gouvernement du Canada, « Le chapitre 11 constitue le volet investissement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui est entré en vigueur en 1994. Il établit un cadre de règles et de disciplines fournissant aux investisseurs des pays de l'ALÉNA un climat d'investissement prévisible et fondé sur des règles, ainsi que des procédures de règlement des différends conçues de manière à permettre un recours opportun à un tribunal impartial. »



Cela masque l'expérience vécue des travailleurs canadiens du chapitre 11. Le volet investissement de l'AÉCG assure un climat « prévisible » et « fondé sur des règles » aux monopoles pour leur permettre de faire comme bon leur semble aux

dépens des travailleurs, de leur santé, de leur sécurité et de l'environnement naturel. Les décisions de ces tribunaux et la menace du recours au tribunal servent à attaquer le droit des gouvernements de tous les niveaux de décider, et le droit des travailleurs de protester et de gagner leurs griefs. Les tribunaux protègent la capacité des monopoles de faire ce qu'ils veulent tout en limitant à presque rien quelque intervention des gouvernements ou des peuples pour défendre leurs droits.

Le Secrétariat de l'ALÉNA écrit que le Chapitre 11 « établit pour le règlement des différends en matière d'investissement, un mécanisme qui garantit aux investisseurs de toutes les Parties de l'accord un traitement équitable, en conformité avec le principe de la réciprocité internationale et de l'application régulière de la loi devant un tribunal impartial. Un investisseur de l'ALÉNA qui allègue qu'un pays d'accueil a contrevenu à ses obligations en matière d'investissement prévues au chapitre 11 peut, à son gré, recourir à l'un des mécanismes d'arbitrage suivants :

« le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) de la Banque mondiale ;

« le Règlement du mécanisme supplémentaire du CIRDI ;

« les règles d'arbitrage de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (règles de la CNUDCI).

« Alternativement, l'investisseur peut choisir de s'adresser aux tribunaux nationaux du pays d'accueil. Un aspect important des dispositions du chapitre 11 relatives à l'arbitrage est que les sentences finales rendues par les tribunaux d'arbitrage sont exécutoires devant les tribunaux nationaux. »

Le Centre canadien de politiques alternatives estime que le Canada a été obligé de payer plus de 220 millions \$ en demandes d'indemnisation par des investisseurs américains et mexicains. Le Mexique a déboursé plus de 200 millions \$ US mais les poursuites ont été moins nombreuses. Comparativement, les États-Unis n'ont rien déboursé pour régler des poursuites.

Affaires mondiales répertorie les cas suivants de poursuites actives ou résolues contre le Canada en vertu du chapitre 11 :

#### **Notifications d'intentions et arbitrages actifs**

- Resolute Forest Products Inc. c. le gouvernement du Canada
- CEN Biotech Inc. c. le gouvernement du Canada
- Lone Pine Resources Inc. c. le gouvernement du Canada
- Clayton/Bilcon c. le gouvernement du Canada
- Mercer International Inc. c. le gouvernement du Canada
- Mesa Power Group LLC c. le gouvernement du Canada
- Murphy Oil Corporation c. le gouvernement du Canada
- Mobil Investments Canada Inc. c. le gouvernement du Canada

#### **Arbitrages antérieurs concernant le chapitre 11 de l'ALÉNA auxquels le Canada est Partie**

- Eli Lilly and Company c. le gouvernement du Canada
- Windstream Energy LLC c. le gouvernement du Canada
- Mobil Investments Canada et Murphy Oil Corp. c. le gouvernement du Canada
- St. Marys VCNA, LLC c. le gouvernement du Canada
- V.G. Gallo c. le gouvernement du Canada
- AbitibiBowater Inc. c. le gouvernement du Canada



- Centurion Health Corporation c. le gouvernement du Canada
- Chemtura Corp. c. le gouvernement du Canada
- Dow AgroSciences LLC c. le gouvernement du Canada
- Ethyl Corporation c. le gouvernement du Canada
- Merrill & Ring Forestry L.P. c. le gouvernement du Canada
- Pope & Talbot Inc. c. le gouvernement du Canada
- S.D. Myers Inc. c. le gouvernement du Canada
- United Parcel Service of America, Inc. (UPS) c. le gouvernement du Canada
- Detroit International Bridge Company c. le gouvernement du Canada

## Chapitre 19

Le Secrétariat de l'ALÉNA déclare que le chapitre 19 « établit un mécanisme de révision par des groupes spéciaux binationaux indépendants qui offre une alternative au contrôle judiciaire par des tribunaux nationaux des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs. Un groupe spécial est mis sur pied lorsqu'une demande de révision par un groupe spécial est déposée auprès du Secrétariat de l'ALÉNA par une branche de production nationale, qui souhaite que soit révisée la décision rendue par l'autorité chargée d'une enquête à propos des importations d'un pays de l'ALÉNA.

« Bien que les décisions rendues par les groupes spéciaux établis en vertu du chapitre 19 ont force obligatoire, il existe une procédure de révision des décisions des groupes spéciaux binationaux dont une Partie de l'ALÉNA pourra se prévaloir dans des circonstances extraordinaires : la procédure de Comité de contestation extraordinaire (CCE). La contestation ne constitue pas un appel de plein droit, mais une sauvegarde visant à préserver l'intégrité du processus d'examen binational. Si l'une des Parties croit qu'un membre du groupe spécial s'est rendu coupable de conflit d'intérêts grave, que le groupe spécial s'est considérablement écarté d'une règle fondamentale de procédure ou qu'il a manifestement outrepassé l'autorité que lui confère l'accord, et que l'un quelconque de ces actes a sensiblement influé sur la décision du groupe spécial, l'une des Parties peut demander que cette décision soit révisée par un Comité binational de contestation extraordinaire, composé de trois membres, juges ou anciens juges. Tout comme les décisions des groupes spéciaux binationaux établis en vertu du chapitre 19, les décisions des CCE sont exécutoires. »

## Chapitre 20

Le Secrétariat de l'ALÉNA écrit : « Les dispositions relatives au règlement des différends contenues dans le chapitre 20 s'appliquent aux différends touchant l'interprétation ou l'application de l'ALÉNA. Les étapes énoncées dans ce chapitre visent un règlement par le biais de consultations, dans la mesure du possible. Le processus débute par des consultations de gouvernement à gouvernement (les Parties). Si le différend ne peut être réglé ainsi, l'une des Parties peut demander la convocation de la Commission du libre-échange de l'ALÉNA (qui se compose des ministres du Commerce international des Parties). Si la Commission n'a pas résolu le différend, une Partie consultante peut demander l'institution d'un groupe spécial arbitral composé de cinq membres.

« Le chapitre 20 prévoit également l'établissement de conseils d'examen scientifique, qui pourront être constitués par le groupe spécial arbitral, en consultation avec la Partie contestante, et dont la tâche consistera à présenter un rapport écrit sur les points de fait se rapportant à des questions d'environnement, de santé ou de sécurité, ou à d'autres questions scientifiques, afin d'aider le groupe spécial arbitral à rendre sa décision.

De plus, les différends concernant les dispositions des chapitres suivants peuvent également être

soumis aux procédures de règlement des différends prévues au chapitre 20 :

- Chapitre 7 (Agriculture et mesures sanitaires et phytosanitaires) ;
- Chapitre 10 (Marchés publics) ;
- Chapitre 11 (Refus d'une Partie de se conformer à une sentence finale) ;
- Chapitre 14 (Services financiers). »



## Droits des travailleurs

# Actions contre le projet de loi antipensions C-27

## Ottawa



Le 18 septembre dernier, environ 100 personnes ont manifesté devant le bureau du ministre des Finances Bill Morneau à Ottawa. C'est le Comité d'Ottawa sur la sécurité des pensions qui a organisé cette manifestation pour mettre en lumière le conflit d'intérêts dans lequel Bill Morneau est plongé avec son projet de loi antipensions C-27.

Parmi les manifestants, on comptait des travailleurs actifs et à la retraite de différents chapitres de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), de l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC), de l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP), du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et d'Unifor, et un imposant contingent de la section locale d'Ottawa du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes. Les manifestants ont lancé des slogans contre le projet de loi C-27, ce projet de loi des libéraux qui permettrait aux employeurs de convertir rétroactivement les régimes de retraite à prestations déterminées garanties en des régimes à prestations cibles à haut risque. Les retraités et les travailleurs actifs ont en particulier dénoncé le conflit d'intérêts évident que constitue le projet de loi en ce qui concerne le ministre Morneau du



fait que son entreprise familiale Morneau Shepell se spécialise dans la gestion de la transition des régimes à prestations déterminées vers des régimes à prestations cibles.

Les manifestants ont livré des lettres au bureau du ministre Morneau dans lesquelles ils demandent le retrait immédiat du projet de loi C-27 et une lettre a aussi été livrée au bureau de la commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique, Mary Dawson, dans laquelle une plainte en conflit d'intérêts a été déposée contre le ministre des Finances Bill Morneau.



Le Comité d'Ottawa sur la sécurité des pensions s'est engagé à poursuivre son travail pour bloquer ce projet de loi antipensions et va annoncer d'autres actions pour demander aux libéraux de ne pas présenter ce projet de loi en deuxième lecture.

## Toronto



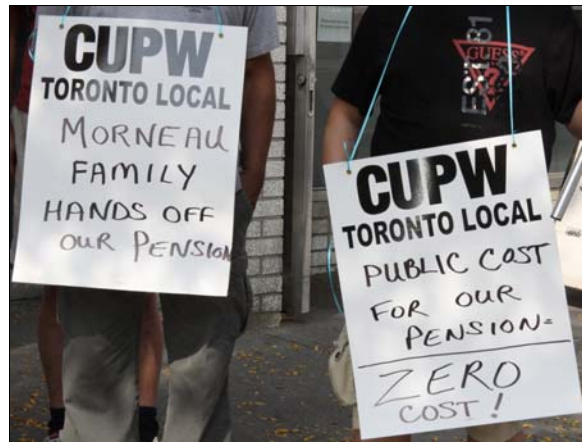
Également le 18 septembre, les travailleurs des postes actifs et retraités et leurs alliés, dont un contingent du Centre ouvrier du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), ont tenu un piquetage militant devant le bureau de circonscription du ministre fédéral des Finances Bill Morneau pour dénoncer le projet de loi antipensions C-27. L'action était organisée par l'Organisation nationale des travailleuses et travailleurs retraités des postes.

Plusieurs orateurs ont déclaré que ces changements sont antitraités et un stratagème mis en

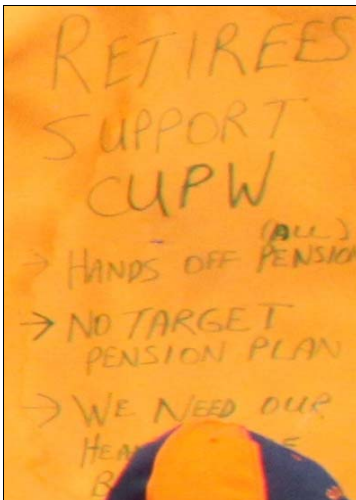


place pour permettre aux compagnies de se soustraire à leur responsabilité envers les pensions des travailleurs.

La présidente de la section locale du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), Megan Whitfield, a dénoncé le projet de loi C-27 comme une attaque au droit des travailleurs à une retraite en sécurité et garantie. Elle a dit que les pensions ne sont pas le fruit de la générosité des entreprises ou des sociétés de la Couronne comme Postes Canada, mais sont gagnées par des travailleurs et leur appartiennent. Les compagnies n'ont aucun droit de faire de réclamations à cet argent, a-t-elle dit. Elle a ajouté que les travailleurs des postes vont intensifier leur lutte organisée contre ce projet de loi injuste.



Le responsable aux griefs de la section de Scarborough du STTP, Learie Charles, a dénoncé les attaques antisociales des gouvernements de tous les nouveaux contre les pensions et avantages sociaux des travailleurs. Il a dit que les pensions sont un droit et qu'elles doivent être défendues et étendues à tous les travailleurs, en particulier ceux qui ne sont pas syndiqués, et que les avantages sociaux à la retraite dont les travailleurs ont besoin pour jouir d'une retraite en sécurité doivent être garantis. Il a fait remarquer que les politiciens qui passent de telles lois ont des pensions et des avantages sociaux bien garnis et garantis. Il a dit que les travailleurs ne peuvent pas s'appuyer sur aucun des partis qui sont présentement représentés au gouvernement pour défendre leurs intérêts, mais doivent s'appuyer sur leur propre travail politique d'organisation à la défense de leurs droits.



Au nom des organisateurs de l'action, Roger Delorme, un postier à la retraite de Penetanguishene, a dit qu'il va falloir défaire les libéraux à la prochaine élection fédérale en raison de leurs attaques contre les travailleurs. Il a lancé l'appel aux travailleurs des postes et aux autres travailleurs à se joindre au travail pour défaire le gouvernement libéral antiouvrier de Justin Trudeau. Cette opinion a été reprise par une autre travailleuse des postes à la retraite, Susan Scott-Mallett, qui était venue de London en Ontario pour participer à l'action.

Les organisateurs ont remercié tous les gens présents de leur appui et les ont appelés à participer aux autres actions à venir pour défaire le projet de loi C-27.



**Soutenons le processus de paix en Colombie!**

## **Un nouveau parti politique est formé pour défendre la paix**



**Le Congrès de fondation du nouveau parti politique des FARC, Bogota, Colombie, 27 août-1er septembre 2017. Sur la bannière : « Congrès national des FARC-EP pour un gouvernement de transition pour la réconciliation et la paix. »**

Dans le cadre de la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre de l'Accord de paix final signé avec le gouvernement colombien, les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP) ont remis toutes leurs armes à l'Organisation des Nations unies et ont cessé d'exister en tant qu'organisation armée. Du 27 août au 1er septembre 2017, un congrès de fondation historique a eu lieu à Bogotá, au cours duquel les FARC se sont officiellement transformées d'une organisation politico-militaire en un parti politique, Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común-FARC, la Force alternative révolutionnaire commune, qui sera enregistré auprès des autorités électorales nationales du pays.



**L'emblème du nouveau parti est une rose rouge avec une étoile à cinq branches en son centre et les lettres FARC en vert.**



La conservation de l'acronyme bien connu FARC marque la reconnaissance de l'histoire accumulée de l'organisation et des traditions politiques révolutionnaires et montre également que ses membres ne sont pas du tout sur la défensive quant à leur passé alors qu'ils entrent dans cette nouvelle phase de la lutte politique.

La Force alternative révolutionnaire commune - FARC planifie de se présenter aux élections à tous les niveaux et cherchera à bâtir une large coalition de tous ceux qui sont résolus à faire en sorte que l'ensemble des accords de paix soit mis en oeuvre. Elle a donné l'appel à un gouvernement de transition de réconciliation nationale. Dans le cadre de l'Accord de paix final, la FARC a dix sièges garantis au Congrès colombien (cinq à la Chambre des représentants, cinq au Sénat) pour les deux prochaines périodes électorales (2018-2026).

Montrant la force formidable du nouveau parti, le Congrès de fondation a eu lieu au Centre des congrès Gonzalo Jiménez de Quesada à Bogota en présence de 1 200 délégués représentant les membres des FARC-EP ainsi que de 300 invités et observateurs nationaux et internationaux et de centaines de représentants des médias nationaux et internationaux. Des séances plénières et des séances de délibérations du Congrès ont été ouvertes à la presse et diffusées en direct sur Internet.

### **Les délibérations du Congrès**



Le Congrès s'est ouvert avec des messages de salutations envoyés par des partis politiques et des organisations du monde entier. Un message vidéo de l'Armée de libération nationale (ALN), envoyé de l'Équateur où l'ALN est actuellement engagée dans son propre processus de paix avec le gouvernement colombien, a été le premier message à être présenté. Parmi les invités qui ont transmis leurs salutations à la session d'ouverture, un représentant du Comité central du Parti communiste de Cuba a dit que son parti établirait immédiatement des relations officielles avec le nouveau parti. Le dirigeant des FARC-EP, Timoleón Jiménez (Rodrigo Londoño), a prononcé l'allocation d'ouverture officielle et souligné que, sans perdre de vue les « nombreux défis et les difficultés à venir », célébrer le Congrès de fondation historique publiquement et dans la capitale du pays, représente une véritable victoire, quelque chose qui était « impensable » il y a quelques années.

Dans son discours, Timoleón Jiménez a dit qu'en devenant une organisation exclusivement politique et en menant leurs activités par des moyens légaux les FARC ne renoncent en rien à leurs fondements idéologiques ou à leur projet de société: « Nous allons continuer à être aussi

révolutionnaires que les *marquetalianos*, [les paysans qui ont pris les armes pour se défendre contre les attaques de l'État colombien dans les régions rurales de Marquetalia, Tolima et ont fondé les FARC en 1964 -- *LML*] , nous allons continuer de hisser les drapeaux boliviariens et de défendre les traditions d'amour de la liberté de notre peuple, nous allons continuer de lutter pour le pouvoir et mener la Colombie à l'exercice complet de sa souveraineté nationale et établir la souveraineté populaire. Nous continuerons à lutter pour instituer un régime politique démocratique qui garantit la paix avec la justice sociale, le respect des droits humains et le développement économique pour le bien-être de tous ceux d'entre nous qui vivons en Colombie. »

« Comme nous l'avons toujours fait, nous allons répondre à nos adversaires de l'un ou l'autre extrême du spectre politique avec des actes, sans avoir besoin d'entrer dans des débats compliqués. Notre meilleur argument sera les masses organisées et en mouvement dans les circonstances les plus diverses, et nous ferons face au régime et au système avec une réelle maîtrise », a déclaré Timoleón Jiménez.

## Le Rapport politique central



**Conférence de presse pour annoncer la fondation de la Force alternative révolutionnaire commune (FARC), 1er septembre 2017**

Le Rapport politique central au Congrès a été présenté par Iván Márquez, qui a dirigé la délégation de paix des FARC-EP à la table de négociation à la Havane. Il a dit que la guerre avait été imposée aux FARC, mais elles n'ont jamais considéré la résistance armée comme une fin en soi, et, au cours des années, elles ont fait de nombreuses tentatives pour trouver une solution politique qui s'est finalement concrétisée avec l'Accord de paix final négocié à la Havane.

« La paix que nous avons établie n'est pas une paix parfaite, dans la mesure où il s'agit d'une paix négociée ; c'est la paix dans la continuation du conflit social et de la continuité de nos aspirations et de nos objectifs auxquels nous n'avons jamais renoncés, et auxquels nous ne renoncerons pas non plus, en recourant uniquement à des moyens politiques. C'est une paix fondée sur des accords, à notre avis minimum et de base, pour surmonter les causes premières et la persistance du soulèvement armé, et surtout, pour offrir et laisser à la société colombienne un héritage qui ouvre la possibilité d'entamer un processus de démocratisation politique, économique, sociale et culturelle qui, s'il se matérialise, transformera à jamais la vie de la société dans son ensemble et ouvrira des voies pour le bien-être et la bonne vie (*buen vivir*) de la grande majorité.

Marquez a dit que commencer l'application des accords de paix, compléter la réintégration des



guérilleros dans la vie civile et commencer l'activité politique légale va comporter de longs processus et plusieurs défis interdépendants. Toutes ces choses doivent être comprises comme des domaines difficiles marqués par les conflits sociaux et de classes inhérents à l'ordre social capitaliste.

Le rapport a également abordé l'importance du pouvoir politique dans le cadre de l'application de l'accord conclu à la Havane qui touche tous les aspects de la vie colombienne et assure le maintien de la paix : « Notre stratégie politique a pour base et référence notre aspiration à contribuer à former un nouveau pouvoir politique et social, à transformer et à surmonter l'ordre social existant. En développant cet objectif, nous concevons notre action politique en tant que mécanisme de contestation du pouvoir de l'État, notamment l'accès à la représentation et à des postes de gouvernement à différents niveaux, d'une part, et la création d'un nouveau pouvoir social 'par le bas' par tous les différents secteurs sociaux, d'autre part.[... ]

« Non seulement parce que c'est un engagement qui découle de l'accord, mais également parce que nous ne pouvons pas rester indifférent à l'élection présidentielle ou à la formation du nouveau Congrès, et dans ces circonstances notre proposition d'un gouvernement de transition est d'autant plus pertinente. ».

Iván Márquez a déclaré qu'il était essentiel de veiller à créer des conditions favorables à l'application de l'ensemble des accords : « Nous ne nous laisserons pas de dire que les accords ne sont pas pour les FARC-EP ou pour le parti politique qui en émergera dans ce congrès de fondation ; ils ont été conçus pour bénéficier à l'ensemble de la société colombienne et en particulier les pauvres et les dépossédés dans les campagnes. »

Iván Márquez a souligné qu'un des points clés des accords qui n'a pas encore été appliqué est la libération de tous les prisonniers politiques des FARC-EP. Plus d'un millier restent en prison malgré la Loi d'amnistie adoptée et approuvée il y a près de neuf mois.

## **Les décisions du Congrès**

Pendant le Congrès, les délégués ont discuté des nouveaux statuts du parti, de sa plate-forme et de son programme et ont travaillé dans différentes commissions, dont certaines séances ont été ouvertes à la presse et ont été diffusées en direct. Les délégués ont également élu le Conseil national du parti, composé de 111 membres. Dans un communiqué publié à l'issue de sa première session plénière tenue les 2 et 3 septembre, le Conseil national populaire a annoncé la nomination d'un Conseil politique national de 15 membres, avec Timoleón Jiménez, nommé président du nouveau parti.

Le Conseil national populaire a déclaré qu'il réaffirmait « l'esprit d'unité du nouveau parti ... et la nécessité d'aller vers un gouvernement transitoire de réconciliation nationale ». Il a également réaffirmé les paroles de Timoleón Jiménez lors de la session d'ouverture du Congrès : « Nous devons être pleinement conscients de la façon dont nous devons nous adresser à la nation, sans dogmes ou sectarisme, non liée aux ostentations idéologiques, avec des propositions claires et simples. »

Le communiqué s'est terminé en exprimant son appréciation de l'accord bilatéral de cessez-le-feu conclu par le gouvernement colombien et l'ELN, le considérant comme « un pas vers la paix en Colombie dont nous rêvons tous, et une manifestation de l'engagement des parties envers les différents secteurs de la société civile, qui ont fait du triomphe de la paix leur drapeau. »

*(Citations des discours et du Rapport politique central traduites de l'espagnol par LML)*

# Message de salutations

**- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) -**

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses salutations révolutionnaires au Congrès de fondation historique du nouveau parti politique des Forces armées révolutionnaires de Colombie qui se tient cette semaine à Bogota et ses meilleurs vœux de succès pour son travail très important.

Le PCC(M-L) est confiant qu'après 53 ans de combats et de grands sacrifices en tant que contingent organisé du peuple colombien, les FARC sauront poursuivre la lutte avec succès dans les nouvelles conditions et avec de nouvelles formes pour consolider la paix avec la justice sociale et édifier avec d'autres une Colombie nouvelle dans laquelle le peuple est souverain et les droits de chacun sont affirmés.

Félicitations pour les victoires remportées jusqu'à présent malgré toutes les tentatives des forces de l'ancien d'entraver la mise en oeuvre de l'Accord de paix final. Félicitations à tous les Colombiens, en particulier aux jeunes, qui ont oeuvré coeur et âme pour une paix authentique et durable et contribué ainsi à faire de l'Amérique latine et des Caraïbes une zone de paix.

Nous vous souhaitons plein succès dans le travail que vous avez entrepris pour unir toutes les forces qui peuvent être unies pour rechercher des solutions politiques et sociales plutôt que militaires aux problèmes politiques et sociaux de la Colombie.

Vous pouvez compter sur la classe ouvrière et le peuple canadiens pour continuer de se tenir aux côtés du peuple colombien dans la cause de la paix avec la justice sociale et contre l'intervention impérialiste dans notre Amérique.

Salutations fraternelles,

Comité central,

Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)



---

## 10 000 personnes assistent à un concert pour la paix et la réconciliation



Révélant le vaste soutien au travail des FARC, dix mille personnes, dont de nombreux jeunes, ont

rempli la Plaza de Bolívar, la place principale de la capitale colombienne à Bogota, pour assister au Concert pour la paix et la réconciliation et au lancement du nouveau parti politique des FARC. La place historique est entourée par le bâtiment du Congrès national et le palais de justice national, la principale cathédrale de la ville et le bureau du maire de Bogota. Une foule d'artistes nationaux et internationaux bien connus et de groupes musicaux ainsi que plusieurs des chanteurs de ballades et chanteurs de rap des FARC ont joué pour la foule enthousiaste lors de la célébration publique.



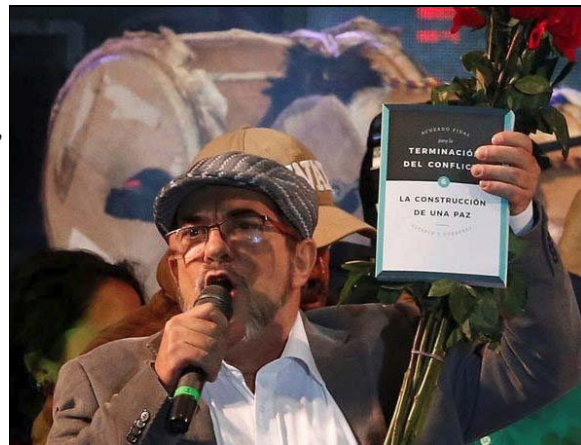
Parmi ceux qui ont prêté leurs talents et leur bonne volonté à la célébration, on compte Totó la Momposina, une chanteuse et musicologue de renommée mondiale de la région caribéenne du pays, dont les performances allient ingénieusement les traditions musicales, les rythmes et les thèmes africains, indigènes et espagnols.

Un autre grand moment a été la cérémonie autochtone traditionnelle qui a eu lieu après que Timoleón Jiménez ait prononcé le seul discours de la soirée. Des aînés des peuples ancestraux de différentes régions de la Colombie et du peuple Lakota du Dakota ont salué les participants puis ont fait passer une *chanupa* (pipe de la paix) en reconnaissance de l'importance de l'occasion. (note: *enlever* caractérisée symboliquement comme une réunion de l'aigle, du condor, du jaguar et de l'anaconda au pays du colibri)

La large participation à cet événement de masse fait voler en éclat le spectre créé par les cercles dominants en Colombie et leurs partisans aux États-Unis et au Canada qui ne cessent jamais de représenter les FARC comme une force isolée et criminelle et même comme des agresseurs des Autochtones et des Afro-Colombiens, alors qu'ils représentent les aspirations les plus élevées du peuple colombien à une Colombie nouvelle qui est le fruit de leurs propres efforts.

Dans son discours, Timoleón Jiménez a dit : « Nous voulons construire un pays différent avec vous tous, un pays dans lequel la violence disparaît une fois pour toutes de la scène politique, où personne n'est persécuté, assassiné ou enlevé parce qu'il pense différemment. Un pays dans lequel personne n'est obligé de prendre les armes pour défendre sa vie, où la réponse à la protestation et à la non-conformité sociale n'est pas la brutalité de la brigade anti-émeute. »

Il a dit que les FARC avaient démontré leur sincérité de plusieurs façons : en s'engageant dans un cessez-le-feu total, en déplaçant leurs forces dans les zones de transition, en abandonnant complètement leurs armes, en fournissant un inventaire de leur économie de guerre et en commençant le processus de remise de tous leurs biens, qui doivent servir de réparation aux victimes de la guerre. La recherche de la vérité du conflit et de la réparation de ses victimes était au cœur des Accords de paix négociés à La Havane, a-t-il dit, ajoutant que les instruments convenus seraient responsables de révéler ce qui s'est réellement passé. « Nous ne craignons pas la justice. Au contraire, nous l'implorons, pour un pays où l'impunité disparaît à jamais, indépendamment du statut social ou de la condition politique des responsables. »



(Citations traduites de l'espagnol par LML)



**Secours suite au passage d'Irma à Cuba**

## **L'ouragan n'a pas brisé l'esprit de résistance des Cubains**

**- Bruno Rodríguez Parrilla, ministre cubain des Relations extérieures -**

### **Campagne de secours et de reconstruction pour Cuba suite à l'ouragan Irma**



Afin d'aider Cuba dans ses efforts immenses de rétablissement et de reconstruction, le Réseau canadien pour Cuba (RCC) lance une campagne de secours et de reconstruction pour Cuba à la suite de l'ouragan Irma.

Envoyez les dons à :

CNC Hurricane Relief  
56, Riverwood Terrace  
Bolton (Ontario) L7E 1S4

Faites vos chèques au nom de Canadian Network On Cuba et écrivez « CNC Hurricane Irma relief » sur la ligne mémo du chèque.

Tous les dons seront envoyés en entier directement à Cuba.

*LML reproduit le texte d'une intervention de Bruno Rodríguez Parrilla, ministre des Relations extérieures de la République de Cuba, à une réunion de solidarité avec les pays touchés par l'ouragan Irma au Nations unies, à New York, le 18 septembre. La rencontre a attiré l'attention sur les ravages de l'ouragan dans les États insulaires des Caraïbes et avait pour but d'obtenir des engagements des États membres à soutenir les pays et les peuples touchés.*



\* \* \*

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,

Représentants distingués des Nations des Caraïbes,

Messieurs du Secrétariat général,

Chers ministres et chefs de délégation, représentants des organismes des Nations unies, délégués et invités,

Nous sommes profondément reconnaissants de la convocation de cette réunion, à des moments aussi difficiles pour les pays affectés par l'ouragan destructeur Irma.

Cuba exprime ses sincères condoléances aux victimes et à leurs familles, aux peuples et aux autorités de tous les territoires touchés.

L'ouragan a frappé Cuba pendant plus de 72 heures, en particulier sur presque tout le nord du pays. Pratiquement aucun territoire de l'archipel n'a été épargné. Malgré les gigantesques mesures de prévention prises, nous déplorons la perte de 10 vies.

C'est un coup très dur ! Les secteurs du logement, de l'agriculture et du réseau électroénergétique, entre autres, ont été gravement endommagés. Les fruits des années de travail intense de notre peuple ont été effacés par Irma en quelques heures.

Mais l'ouragan n'a pas entamé l'esprit de résistance des Cubains. Comme le président Raúl Castro Ruz l'a exprimé dans son message à notre peuple en phase de rétablissement, « notre peuple renaît avec toutes les adversités. »

Comme cela a toujours été avec la révolution cubaine, toutes les ressources nécessaires seront utilisées pour s'assurer que personne ne soit laissé sans abri.

Monsieur le Président,

Je profite de cette occasion pour exprimer ma gratitude pour les nombreuses manifestations de solidarité et les offres d'assistance reçues de nombreux gouvernements, parlements, organisations internationales et de la société civile.

Nous réitérons notre solidarité et notre volonté de coopérer, avec nos modestes possibilités, avec les peuples et les gouvernements des pays touchés par l'ouragan. À Antigua-et-Barbuda, 54 agents de santé cubains y travaillaient déjà, et ils ont été rejoints par des spécialistes des ouragans et des techniciens des réseaux électriques, ce qui contribue à la reprise du pays. Je ne le mentionne que pour contribuer à donner la priorité à la mobilisation internationale de l'aide aux États et territoires qui, en raison de leur petite taille, de leur faible population et de la capacité limitée de leurs propres ressources, devront faire face aux plus grands défis de la reconstruction après le passage de l'ouragan Irma.

Comme cela a été dit à juste titre, entre autres événements, cette catastrophe révèle la priorité pour l'humanité de faire face au changement climatique selon les principes de responsabilités communes mais différenciées, et en particulier la nécessité d'un traitement spécial et différencié des petits États insulaires tels que les nations soeurs de Cuba qui sont actuellement gravement touchées.

Merci beaucoup

*(New York, le 18 septembre 2017. Traduction : Michel Taupin)*